

Point n°1 à l'ordre du jour

Conseil académique du 29 mars 2022

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 712-4 et L. 712-6 1° III ;

Vu les Statuts de l'Université de La Réunion ;

Après en avoir délibéré, les membres approuvent le procès-verbal du Conseil académique réuni en séance plénière du 06 octobre 2021, [annexé](#).

Résultat du vote électronique :

Nombre de présents ou représentés au moment du vote : 37

Nombre de voix Pour : 31

Nombre de voix Contre : 0

Nombre d'abstentions : 6

Nombre de présents n'ayant pas pris part au vote : 0

Fait à Saint-Denis le

Le Président du Conseil académique



Professeur Gilles LAJOIE

Transmis à la Rectrice de la Région académique de La Réunion, Chancelière des universités le **29 AVR. 2022**

Publié au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion, le **29 AVR. 2022**

**CONSEIL ACADEMIQUE
PROCES VERBAL DE LA SÉANCE PLENIERE
DU 06 OCTOBRE 2021**

Le Conseil académique s'est réuni en formation plénière le **mercredi 06 octobre 2021 à 14 heures en visioconférence** sous la présidence du Professeur Gilles LAJOIE, président du Conseil académique. Cette séance fait suite à un report de séance du mardi 28 septembre 2021, en raison d'une absence de quorum ce jour.

Sur 70 membres en exercice dûment convoqués, 54 étaient présents ou représentés à l'ouverture de la séance à 14h03. Le quorum est atteint mais n'est pas requis pour cette séance. Le Conseil académique de l'Université de La Réunion a pu valablement siéger sur l'ordre du jour suivant :

1. Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 30 mars 2021.
2. Point sur la rentrée 2021-2022.
3. Point d'étape Contrat quinquennal 2020-2025.
4. Complément campagne emplois 2021 : deux profils de poste MCF - CUFR de Mayotte.
5. Approbation du projet de Règlement intérieur du CAC plénier.

Points d'information :

6. Questions diverses.

MEMBRES PRÉSENTS

Président du Conseil académique : Gilles LAJOIE.

Professeurs : Alain CUCCHI - Bernard IDELSON - Gwenaëlle PENNOBER - Hippolyte Hugues KODJA - Olivier MEILHAC.

Maîtres de conférences et autres enseignants : Fiona BENARD - Nathalie ALMAR - Lucie Marie Anne PENIN, *jusqu'à 16h18* - Jean-Jacques HOARAU - Valérian SANCHEZ.

Personnels BIATSS : Stéphanie ROBERT - Kelly DUPUIS - Karen HOAREAU - Didier SEBASTIEN - Nathalie BEUF.

Usagers titulaires: Anthony CARPAYE - Ophélie DHOMBRES - Youssoufou MAHAMAN LAOUALI SOULEY - Rodrigue SAUTRON - Lauriane VERHOOG - Jason DECOTTER - Quentin LEGRAND.

Usagers suppléants : Romain GUEST.

Personnalités extérieures : Maryvonne QUENTEL - Sonia VUILLERMOT - Sabine MAILLOT-FAUBOURG.

MEMBRES REPRÉSENTÉS

Professeurs : Mireille MARTEAU-PETIT *par Jean-Jacques HOARAU*, Corinne DUBOIN *par Hippolyte Hugues KODJA*, Jean-Claude Carpanin MARIMOUTOU *par Hippolyte Hugues KODJA*,

Harry BOYER par Bernard IDELSON, Marianne MORILLON par Nathalie BEUF, Line RIQUEL-LEVEUR par Olivier MEILHAC, Peter VON THEOBALD par Alain CUCCHI.

Maîtres de conférences et autres enseignants : Rémi BARRUE-BELOU par Lucie Marie Anne PENIN, jusqu'à 16h18 - Patricia DUCRET par Alain CUCCHI - Sandra SAAYMAN par Gwenaëlle PENNOBER - Teddy CADERBY par Fiona BENARD - Sylvain CUBIZOLLES par Fiona BENARD - Jean-Jacques KADJO par Gwenaëlle PENNOBER - Hélène MAGALON, par Lucie Marie Anne PENIN, jusqu'à 16h18, Christine ROBERT DA SILVA, par Jean-Jacques HOARAU.

Personnels BIATSS : Zoulekha NISSARE par Stéphanie ROBERT - Maria FRINGUE par Olivier MEILHAC - Claudine HAMILCARO SOUPRAMANIEN par Nathalie BEUF.

Personnalités extérieures : Béatrice GOUYON par Bernard IDELSON - Pierre ROSIER par Gilles LAJOIE - Mickaël TEYSSÈDRE par Gilles LAJOIE.

Usagers titulaires : Damayandi ABLEZOT par Anthony CARPAYE - Amina ALI SAID par Quentin LEGRAND - Ismaël HAMADA par Romain GUEST - Steeve FONTAINE par Rodrigue SAUTRON - Allan GUICHARD par Rodrigue SAUTRON - Enora LE GUEN par Anthony CARPAYE - Salim ANGATAHI par Romain GUEST.

ONT ASSISTÉ EN QUALITÉ D'INVITÉS

Abel HIOL, Délégué régional académique à la recherche et à l'innovation (DRARI) - Michel MULLER, Directeur du Service académique d'information et d'orientation (SAIO) du Rectorat - Stéphane MAILLOT, Directeur de cabinet de la présidence - Thomas PETIT, Chargé de mission Recherche, Développement, Innovation - Nirmal NIVERT, Directeur des affaires juridiques et institutionnelles - Céline BIES, gestionnaire au service des affaires institutionnelles, secrétaire de séance - Tatiana LEBEAU, Adjointe au Responsable du service des affaires institutionnelles.

En préambule, le **Président du Conseil académique** remercie les membres du CAC plénier présents ce jour, et accueille plus spécialement le **Délégué régional académique à la recherche et à l'innovation (DRARI)**, Monsieur Abel HIOL, ainsi que le nouveau **Directeur du Service académique d'information et d'orientation (SAIO) du Rectorat**, Monsieur Michel MULLER. Une demande urgente est remontée le 04 octobre 2021 du cabinet de la Ministre, adressée à l'ensemble des établissements, des organismes de recherche des communautés d'enseignants, enseignants-chercheurs et d'étudiants à propos d'une consultation « France 2030 », pour une réponse à formuler auprès de l'Académie dès le 07 octobre au soir. Un conseil de directeurs de composantes que le Président du CAC présidera, en l'absence du Président de l'Université, se tiendra le 07 octobre à 10h. Il profite donc de ces deux instances rapprochées pour recueillir les différents points de vue des Directeurs de composantes, des enseignants et enseignants-chercheurs et des étudiants. Il propose un échange collectif sur la Consultation « France 2030 » en présence du DRARI afin de dégager des idées et préconisations sur ce sujet. Des annonces présidentielles sont prévues la semaine suivante, du 11 au 15 octobre. Le **Président du CAC** ajoute avoir communiqué le document concerné aux membres du CAC plénier la veille de la séance, le 05 octobre, qui soulève sept questions focus sur la communauté Enseignement - Recherche - Innovation. Il manifeste son regret que le document ne comporte aucune référence territorialisée, ni aux outre-mer, ni à l'Océan indien. De facto, il propose d'apporter un éclairage contextualisé, qui renvoie à la communauté ESRI, mais dans le contexte Océan indien.

Il ajoute que ce débat ne constitue pas un point à l'ordre du jour suivi d'une délibération, et donne la parole à **Monsieur Abel HIOL**, qui, en premier lieu, remercie le Président du CAC pour son invitation, et se présente en tant qu'Enseignant-Chercheur de l'Université de La Réunion. Il explique qu'au sein de la Fédération de la Presse Périodique Régionale (FPPR), une réflexion a été menée sur dix ans. Les Communautés Universitaires et de Recherche ont participé à la constitution de la FPPR, et la crise sanitaire a mené à la consommation d'environ 30 % du financement initialement prévu. De ce fait, beaucoup d'acteurs s'interrogent sur la

soutenabilité de la FPPR pendant dix ans. Sur la réflexion « France 2030 » du Président de la République, il a été considéré que sur le plan de relance, dans certaines mesures comme celles de la Fédération, l'Université de La Réunion n'a pas été suffisamment présente. Il est demandé de faire remonter les perspectives de l'Université de La Réunion, du point de vue des enseignants et enseignants-chercheurs sur dix ans, étant les mieux placés pour cette réflexion. Une réflexion au niveau national, européen, mais aussi, comme suggéré par le Président du CAC, au niveau local, pour faire monter la France en compétences dans une forme d'auto-suffisance dans les différents domaines cités. Monsieur Abel HIOL propose d'apporter sa contribution dans les échéances requises.

Ouverture du débat sur la Consultation France 2030.

Le document de réponse apporté au Ministère aux sept questions potentielles pour communautés ESRI figurant ci-dessous, synthétise les débats qui se sont déroulés en séance.

Consultations France 2030

Réponse de l'Université de La Réunion

Consultation des membres du Conseil académique plénier de l'Université de La Réunion réuni le mercredi 6 octobre 2021 de 14h à 17h30 (54 membres présents ou représentés. Cf. liste d'émargement jointe).

Focus : questions potentielles pour communautés ESRI

Quels sont pour vous les grands défis sociétaux dont la France doit s'emparer d'ici 2030 ?

Pour beaucoup de membres du Conseil académique plénier, la question des grands défis sociétaux dont la France doit s'emparer d'ici 2030 nous renvoie aux 17 objectifs de développement durable qui précisent la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. S'agissant de défis mondiaux (pauvreté, inégalités, dérèglement climatique, dégradation de l'environnement...), la France est clairement concernée comme tous les pays réunis en septembre 2019 à l'occasion du Sommet sur les objectifs de développement durable.

Dans la mesure où ces défis sont clairement interconnectés et font système, il apparaît cohérent de s'emparer de chacun d'entre eux pour agir de façon efficace. On rappelle à ce propos que le Secrétaire général de l'ONU a appelé tous les secteurs de la société -dont les universités- à se mobiliser aux trois échelles mondiales, nationales et individuelles dans le cadre d'une décennie d'action.

Extraits : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/development-agenda/>



Alors qu'il reste tout juste moins de dix ans avant l'échéance de 2030, les dirigeants mondiaux réunis en septembre 2019 à l'occasion du Sommet sur les objectifs de développement durable se sont engagés à faire de la prochaine décennie une Décennie d'action et de résultats en faveur du développement durable, ainsi qu'à mobiliser un financement, renforcer la mise en œuvre au niveau national et renforcer les institutions en vue d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030, sans faire de laissés-pour-compte.

*Le Secrétaire général de l'ONU a appelé tous les secteurs de la société à se mobiliser en faveur d'une décennie d'action dans trois domaines : une **action à l'échelle mondiale** visant à assurer un plus grand leadership, davantage de ressources et des solutions qui auront plus d'impacts sur les objectifs de développement durable ; une **action locale** qui intègre les transitions nécessaires dans les politiques, budgets, institutions et mécanismes de gouvernance des États, des villes et des autorités locales ; et une **action individuelle** menée par les jeunes, la société civile, les médias, le secteur privé, les syndicats et les universités, entre autres, afin de créer un mouvement irréversible faisant avancer ces objectifs.*

De nombreux dirigeants et organisations de la société civile ont également appelé à une « grande année d'activisme » dans le but d'accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs du développement durable, en exhortant les dirigeants mondiaux à redoubler d'efforts pour atteindre les personnes les plus défavorisées, à encourager l'action et l'innovation à l'échelle locale, à renforcer les systèmes de données et les institutions, à rééquilibrer la relation entre les personnes et la nature, et à augmenter le financement en faveur du développement durable.

D'autres membres du Conseil académique plénier ont également souligné que parmi les grands défis sociétaux dont la France doit s'emparer d'ici 2030, certains concernent plus spécifiquement la France de l'Outre-mer et ses partenaires proches dans chacun des grands bassins caraïbe, pacifique et océan Indien.

En ce sens et s'agissant du rôle de la France dans l'océan Indien, les défis particuliers de l'autonomie alimentaire et de la sécurité sanitaire ont été soulignés. Sur ce dernier défi, on a rappelé la spécificité locale en matière de recherche biomédicale qui porte tout à la fois sur les maladies métaboliques, les maladies infectieuses et leurs interactions complexes.

Enfin, le double défi des transitions énergétiques et écologiques pour les territoires de La Réunion et de Mayotte a été souligné. S'agissant de la transition énergétique, le défi renvoie évidemment aux recherches relatives aux ENR qui ouvrent également de nouveaux champs de recherche sur les nouveaux matériaux et les nouvelles constructions qui feront un développement urbain durable. S'agissant de la transition écologique, il a été rappelé que la France de l'Outre-mer est très largement une France insulaire et tropicale qui est impactée de façon très spécifique par les changements globaux, changements qui ont d'ailleurs des conséquences très directes sur la santé au sens de *One Health* (santé végétale, animale et humaine).

In fine, il apparaît essentiel de garder à l'esprit que les défis devant être relevés par la France dans cette *décennie d'action* doivent intégrer ceux d'une France de l'Outre-mer insuffisamment visibles dans des réflexions stratégiques nationales. Ceci peut expliquer pour partie une résistance désormais récurrente à certaines décisions de politiques publiques mal assimilées par des territoires ultramarins trop fragilisés socialement et économiquement.

L'enjeu final est celui de la résilience des territoires de la France de l'Outre-mer face aux crises plurielles qui se multiplient et qui font système (crise économique, sanitaire, sociale, climatique, écologique...). En revenant à l'échelle nationale, la question est donc de savoir comment la France mobilisera et intégrera ses territoires pour mieux relever ses grands défis sociétaux.

- Quel rôle peut jouer l'enseignement supérieur sur ces sujets notamment en termes de formation ?

Un consensus s'est rapidement dégagé pour réaffirmer que l'enseignement supérieur doit former des étudiants qui sont également des citoyens. Dans le cadre rénové de la formation tout au long de la vie, nos étudiants-citoyens, jeunes adultes primo-arrivants, étudiants en formation initiale, en formation continue ou en reprise d'étude doivent être capables de réfléchir en citoyens responsables (cf. plus haut : action individuelle pour participer aux 17 ODD selon le Secrétaire général de l'ONU) pour penser et construire le monde de demain qui sera le leur.

- Pensez-vous que les formations du supérieur mériteraient d'être plus axées vers le numérique et d'autres secteurs ?

La question relative au numérique dans nos formations a semblé *orientée* pour plusieurs intervenants. À l'heure où le numérique est omniprésent, souhaiter une priorisation ou un renforcement peut sembler *aller de soi* et *de bon sens*. Mais comme il est souvent intéressant de pratiquer la *pensée « para-doxale »*, dressée à la fois contre le bon sens et les bons sentiments semblant faire consensus, il conviendrait de se questionner aussi, sinon d'abord, sur les contenus info-communicationnels véhiculés par voie numérique et dans le cadre d'une approche systémique et critique.

Si la dépendance au numérique est désormais généralisée dans notre société, il convient évidemment de se questionner sur notre « indépendance numérique » face aux géants du numérique mais également de poser plus globalement la réintroduction de l'humain dans ces technologies en développant notamment des recherches pionnières en SHS trop souvent reléguées au second plan. Plus généralement et s'agissant de défis sociétaux à l'horizon 2030 -c'est-à-dire demain- il conviendrait de prioriser de telles recherches aux interfaces des technologies et de l'Humain.

Finalement, un consensus se dégage pour dire que la question porte moins sur le numérique que sur les usages que l'on souhaite développer grâce aux nouveaux outils du numérique. A cet égard, il est rappelé que nous devons tirer collectivement les leçons de la crise sanitaire et des confinements successifs : si le virage numérique accéléré a permis à nos institutions de fonctionner durant la crise et que « le mode distanciel » est passé dans le langage courant pour l'ensemble de nos champs de formation, on doit également réfléchir aux limites de cet exercice et au bon dosage entre les différents modes de communication et à leur hybridation.

Ce défi à relever passera nécessairement par un grand plan de formation de formateurs au numérique et à ses usages, l'enjeu étant de s'approprier de façon optimale ces nouveaux outils et ces nouveaux usages en minimisant les *dommages collatéraux*.

Par ailleurs, il a été précisé que des formations bi-disciplinaires associant une formation au numérique et une autre discipline aurait certainement des effets bénéfiques pour nos étudiants en termes d'insertion professionnelle.

Enfin et sur ce même thème, la question du renforcement de l'accompagnement à l'orientation avec des outils numériques a été posée (e-portfolio, certification Pix des compétences numériques transversales).

- Même question pour la recherche et l'innovation : Quels sont les grands sujets sur lesquels la souveraineté française vous paraît menacée ?

Dans le champ RDI, la dépendance aux géants du numérique a semblé pareillement une vraie menace. La dépendance à des matériaux indispensables pour son déploiement a été également rappelé tout comme notre retard dans le champ de l'IA.

Par ailleurs, la crise sanitaire actuelle vient de démontrer une autre dépendance et notre fragilité dans un certain nombre de technologies liées à la santé (production de médicaments, de respirateurs artificiels, développement de vaccins...).

A l'échelle de la France de l'Outre-mer, la valorisation d'une biodiversité remarquable a été rappelée au même titre que « le droit au vivant » et les dispositions nouvelles nées du protocole de Nagoya signé en 2010 et entré en vigueur en 2014 (accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation).

Dans ce contexte et sur ces bases, il a semblé essentiel de renforcer les accords régionaux dans un esprit « gagnant-gagnant » intégrant notamment des volets de formation supérieure au bénéfice des pays des Sud. Si les forces de la France ultramarine en la matière sont importantes, leur déploiement durable dans les bassins géographiques caraïbes, pacifique et indianocéanique passe par l'affirmation d'une éthique irréprochable.

Enfin et de façon transversale, la question du renforcement de la francophonie a été posée -tout particulièrement dans ces bassins géographiques- puisque le recul de la francophonie impacte directement le rayonnement scientifique de la France via les indicateurs bibliométriques (facteur d'impact ; h-index...) dès lors que l'essentiel des publications scientifiques doivent être rédigées en anglais.

- Quels sont les grands secteurs très concurrentiels au sujet desquels la France vous paraît en retard ?

Technologies du numériques, IA, génie des matériaux, biotechnologies...

- Comment améliorer les synergies entre le monde de la recherche et l'entreprenariat ?

Réflexion à mener sur la façon dont on valorise l'ensemble des compétences de nos étudiants pour les aider à s'insérer professionnellement ;

Renforcer encore davantage les financements doctoraux (de type CIFRE) ;

Développer une politique fortement incitative pour multiplier les allers-retours entre le monde de la recherche et celui de l'économie, entre les laboratoires et les sites industriels ;

Développer encore l'apprentissage dans l'enseignement supérieur avec une véritable immersion dans le monde économique durant le parcours de formation.

RAPPEL :

https://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eesr/FR/T260/_apprentissage_dans_l_enseignement_superieur/

En 2019-20, 203 800 des 478 800 apprentis suivaient une formation de l'enseignement supérieur (soit 42,3 % des apprentis). Le nombre d'apprentis a presque triplé depuis 2005, avec une nouvelle vive progression cette année, de 13,4 %. Quel que soit le diplôme préparé, le recrutement des apprentis en première année de formation se fait principalement dans la voie scolaire et reste majoritairement masculin.

- Quelles actions concrètes associez-vous aux précédentes questions afin de pouvoir leur apporter rapidement des réponses ?

« Choc de simplification » administrative souhaitée dans l'activité des universitaires au quotidien pour leur permettre d'avancer concrètement dans les pistes évoquées plus haut.

Moyens renforcés pour que les universités assurent l'ensemble de leurs missions plus sereinement dans l'exercice d'une autonomie assumée.

Le DRARI conclut sur la qualité et le niveau des débats tenus qu'il trouve très satisfaisants, sans entrer dans une dimension politique. Il s'attachera, avec la Rectrice, à défendre ces propositions du territoire de l'Université de La Réunion et de ses partenaires, et informera, par la suite, l'Université de la concrétisation de certaines de ces propositions.

Le Président du CAc ajoute qu'il partagera cette réflexion en Conseil de directeurs de composantes le 07 octobre, pour stabiliser un point de vue le plus large possible sur ces questions. Il propose d'aborder le premier point à l'ordre du jour de la séance.

Point n°1 : Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 30 mars 2021.

Un rappel du lien <https://question.direct/ur> dans la discussion Zoom est effectué et une session de vote test est lancée.

Le Président du CAc demande aux membres si le procès-verbal, mis à disposition dans la GED pour relecture, fait l'objet d'observations particulières.

En l'absence de remarques, la session de vote pour l'approbation du procès-verbal de la séance du 30 mars 2021 est ouverte.

Le Président du CAc soumet aux voix via l'outil de vote électronique.

Résultat du vote électronique :

Nombre de présents ou représentés au moment du vote : 49

Nombre de voix pour : 46

Nombre de voix contre : 0

Nombre d'abstentions : 3

Nombre de membres n'ayant pas pris part au vote : 0

Le procès-verbal de la séance du 30 mars 2021 est adopté.

Point n° 2 : Point sur la rentrée 2021-2022.

Le Président du CAC aborde ce point par la présentation d'un panorama sur les effectifs étudiants. Il constate une forte progression du nombre d'étudiants inscrits à la rentrée 2021-2022, en soulignant tout particulièrement que l'UFR LSH et l'UFR DE concentrent plus de 45 % des effectifs totaux. Ce fort effectif dans ces filières s'explique par la présence de disciplines et de grands champs non sélectifs comme AES ou Droit dans l'offre de formation. Il souligne l'importance de disposer d'une expertise sur la capacité de l'établissement à accueillir les primo-arrivants en nombre croissant, conséquence directe de la crise sanitaire actuelle. Il annonce l'accompagnement officiel du Ministère dans le cadre du dialogue stratégique et de gestion (DSG) par l'attribution de crédits dans le but de mettre en place un système d'information pédagogique. Comme souligné par Alain Cucchi, ce système, doté d'indicateurs, permettra de suivre l'accès au numérique des étudiants primo-arrivants, tout en relevant le défi du contrat quinquennal 2020-2025 de l'établissement : la réussite pour tous, diplômante, et l'épanouissement personnel. Il ajoute qu'il est essentiel de mesurer les impacts de la montée en puissance du numérique sur les taux de réussite de l'Université. De nombreux étudiants réunionnais souhaitent rester sur le territoire tandis que d'autres viennent poursuivre leur formation à La Réunion, ce qui induit une forte augmentation des effectifs étudiants, qui pourraient dépasser la barrière des 19 000 étudiants en 2021-2022. L'accompagnement de la tutelle apparaît donc fondamental dans ces conditions.

Le Président du CAC tient à apporter un éclairage sur le fonctionnement de la plateforme nationale « Trouver mon Master ».

Jusqu'en 2020-2021, l'Université de La Réunion était en négociation directe avec le Rectorat et n'était pas très connectée à cette plateforme, le nombre de places vacantes en Master pour l'Université n'avait pas été renseigné et apparaissait comme nul. Par contre, en 2021-2022, les places vacantes ont été communiquées sur la plateforme nationale. Il rappelle que l'établissement est la seule université française européenne dans un rayon de 9000 km, d'où sa volonté d'accompagner prioritairement les étudiants réunionnais pour des raisons sociales, et de répondre avant tout aux demandes de Master provenant d'étudiants inscrits en L3.

Cependant, les recteurs et services académiques ont redirigé de nombreuses demandes vers La Réunion, avec toutes les difficultés qui peuvent se présenter aux étudiants métropolitains : vie chère, logements onéreux et déficitaires ; des problématiques qui devront être prises en compte dans les années à venir. En 2021-2022, les inscriptions des étudiants réunionnais en master ont d'abord été traitées en commission de recours. Puis, dans un second temps, les places vacantes ont été remontées au niveau national en incorporant des demandes d'inscription venues de Métropole. Selon la procédure de sélection en master, notamment, pour le Master BEE « Biodiversité, écologie, évolution », un des masters les plus sélectifs de l'offre de formation Master de l'Université, un classement est effectué, avec une liste d'attente, car il comporte plusieurs candidatures provenant de métropole. Il précise que les formations Master étaient naturellement déjà ouvertes aux

étudiants nationaux et internationaux avant la création de la plateforme « Trouver Mon Master », pour preuve, les cours du second semestre du master BEE seront dispensés en anglais pour la biologie terrestre.

Par ailleurs, **le Président du CAC** évoque l'incident ayant induit le report du CAC plénier du 28 septembre au 06 octobre 2021, relatif à la situation du SUMPPS, prise en compte dès le Conseil d'administration du 9 septembre 2021. Les administrateurs avaient pris l'engagement ferme d'accueillir, comme les années précédentes, les étudiants, notamment pour leur fournir le certificat d'aptitude aux pratiques du sport, ce qui n'a pas pu être suivi dans les faits. Les étudiants se sont, dès lors, mobilisés, et le mouvement a connu une médiatisation importante, le CHSCT ayant été également saisi. Il conclut sur une mobilisation qui a finalement porté ses fruits car le SUMPPS est désormais en mesure d'assurer des consultations médicales par ses médecins, dûment prises en charge, tant sur les campus nord que sud. Suite au report de la séance de CAC plénier du 28 septembre, faute de quorum, le Président de l'Université s'est mobilisé auprès du préfet et de la directrice générale de l'ARS, et a obtenu pour le SUMPPS la référence de « Centre de santé » en lieu et place du « Centre de soins » dès le mois prochain. Dans cet intervalle, la directrice générale de l'ARS a assuré que tout certificat médical d'aptitude au sport serait délivré par un médecin généraliste du SUMPPS en toute légalité.

Gwenaëlle Pennober signale une information apprise sur le site de la « Conférence des présidents d'universités » (CPU, devenu « France Universités »), précisant que certaines universités rencontrent des difficultés avec les programmes Erasmus + lors de cette rentrée 2021-2022, et souhaite savoir si l'établissement sera impacté.

Le Président du CAC indique ne pas en avoir eu connaissance par Madame la VP RI.

Par ailleurs, **Hippolyte Kodja** s'étonne que le Président du CAC n'ait pas inclus l'UFR ST dans son analyse sur les effectifs des différentes composantes, alors que ses effectifs en L2 Sciences de la Vie ont littéralement doublé, phénomène dû à la mise en place de la nouvelle offre de formation et l'arrivée massive des LAS.

Le Président du CAC reconnaît avoir focalisé sur deux composantes qui regroupent 45 % des étudiants, les 65 % restants constituant la majorité. Il confirme la remarquable augmentation récente des effectifs en « Sciences de la Terre » et « Sciences du Vivant », attractivité due, en grande partie, à la réforme des études de santé. Suite à une demande émanant du VPE lors d'une précédente CFVU, il en profite pour annoncer que les régimes d'admission en MCC sont en bonne voie de validation pour la prochaine CFVU. Il souligne la mise en place compliquée de cette réforme au niveau national, qui prendra vraisemblablement deux à trois ans. La prise en compte des filières en tension « STAPS » et « PAS/LAS » lors des prochaines campagne-emplois de l'établissement sera primordiale, la filière "psycho-sociologie" étant également en tension nationalement mais non proposée à l'Université de La Réunion.

Le VPE revient sur la mobilisation étudiante de la semaine du 27 septembre, et sur le rétablissement de l'accès aux soins pour les étudiants. Les associations étudiantes et lui-même s'estiment extrêmement satisfaits de constater que la reprise des consultations est effective. Toutefois, il veillera à l'intégration du SUMPPS en tant que « Centre de santé » à part entière, comme demandé par les étudiants. Il précise qu'un rendez-vous est fixé avec l'ARS au 07 octobre dans cette optique. Il ajoute que le conseil académique est réuni ce 06 octobre pour traiter des problématiques n'ayant pas pu l'être à la séance précédente, notamment la validation des profils de poste de l'INSPE à Mayotte.

Le Président du CAC remercie le VPE pour son intervention. Des divergences de points de vue entre des personnels du SUMPPS et des étudiants venus occuper leurs locaux ont poussé certains personnels à donner l'alerte auprès du CHSCT, conformément à la réglementation.

In fine, il rappelle l'issue favorable et très positive qui constitue l'élément essentiel à retenir.

Gwenaëlle Pennober précise que des personnels du SUMPPS ont été mis en difficulté et l'ont très mal vécu, alors qu'ils n'étaient pas directement responsables de cette situation.

Le Président du CAC suggère de tirer des leçons de ces expériences et comprendre l'organisation parfois complexe de l'Université. Il souhaite que ces personnels ne subissent aucune conséquence psychologique et rappelle à nouveau l'issue positive qu'est l'imminente habilitation du SUMPPS en tant que Centre de santé.

Le VPE explique qu'il a bien été communiqué auprès des personnels du SUMPPS des campus nord et sud que le mouvement ne visait surtout pas la qualité de leur travail, mais dénonçait un dysfonctionnement de leur direction.

Gwenaëlle Pennober ajoute que la directrice venait d'être nommée, et ne pouvait donc pas être rendue responsable d'une situation antérieure.

Le Président du CAC demande à **Gwenaëlle Pennober** de ne pas relancer le débat déjà suffisamment étayé, et remercie le VPE pour cette précision importante.

Point n°3 : Point d'étape Contrat quinquennal 2020-2025.

Le Président du CAC s'appuie sur deux diapositives disponibles dans la GED qui avaient été diffusées en conseil d'administration du 09 septembre 2021. Elles rappellent un dialogue contractuel débuté le 10 mars 2020 auprès du Ministère avec le Président de l'Université, des membres de l'équipe de l'administration supérieure, l'ancien Recteur, et les représentants du ministère, de la Direction générale de la recherche et de l'innovation (DGRI), notamment, et de la Direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP). Cette date a correspondu au début du confinement. De ce fait, la validation du contrat quinquennal (CQ) a tardé, et le retour de point d'étape intermédiaire n'est survenu que le 09 juillet 2020. Puis une première maquette d'un CQ a été validée en Conseil d'administration du 05 novembre 2020. Le retour du MESRI a été effectif en août 2021. Les délais ont été rallongés, suivant une tendance à l'échelle nationale. En effet, le ministère a décidé de décaler tous les contrats des universités d'une année. Le CQ 2020-2024 est devenu le contrat 2020-2025, étalé sur six années au lieu de cinq. L'établissement est actuellement dans l'attente du retour du CQ finalisé et signé par le Ministère. Le souhait de l'Université, souvent citée comme un modèle dans les outre-mer français, serait de donner un retentissement national à la signature de son contrat, et d'inviter la ministre à faire le déplacement sur l'île de La Réunion, malgré le calendrier extrêmement chargé des mois à venir.

Le Président du CAC précise que les premiers financements ont déjà été obtenus à l'occasion des DSG. Ce nouveau process a été institué depuis deux ans, et le CQ doit se présenter sous la forme de quelques pages, et comporter des indicateurs précis sur la réussite en formation, l'excellence dans la recherche et l'internationalisation, suivis annuellement. Il cite en exemple une enveloppe de 150 000 euros obtenue pour un système d'information sur la réussite étudiante. Des crédits supplémentaires ont également été alloués pour de nouveaux postes sur un axe de recherche de l'OSU-R au service de neuf laboratoires, un élément qui souligne bien la volonté du ministère d'aider à la mutualisation des moyens humains.

Jusqu'à maintenant, les DSG se décomposent en deux phases : la première correspond à la trajectoire financière et salariale de l'Université. La deuxième phase englobe les projets recherche et hors recherche. Le système a connu une refonte car les engagements qui étaient pris sur quatre ou cinq ans, sont désormais revus annuellement à l'occasion des DSG,

sous le contrôle éminent de l'Académie. Les recteurs et rectrices sont devenus les interlocuteurs privilégiés des établissements. Dans les grandes régions fusionnées, ils sont en relation avec plusieurs universités, situation plus complexe qu'à La Réunion. Les recteurs et rectrices analysent les indicateurs et formulent des avis qui remontent à la tutelle ministérielle qui arbitre et décide de l'allocation de moyens. Il rappelle par ailleurs que la SCSP (subvention pour charge de service public) représente l'essentiel du budget de l'établissement qui dispose également de fonds propres importants. Cela lui permet de mener une politique immobilière ambitieuse et d'accompagner les grands programmes de recherche en avançant les fonds européens avant remboursement. Cet équilibre est maintenu grâce aux fonds publics. Il conclut en annonçant la signature du CQ en fin d'année 2021.

Point n° 4. Complément campagne-emplois 2021 : deux profils de poste MCF-CUFR de Mayotte.

Le Président du CAc présente, en complément de la campagne-emplois 2021, les deux profils de poste de Maître de conférences pour l'INSPE, qui, après une validation en Comité technique d'établissement, puis en Conseil d'administration, nécessitent d'être validés en conseil académique plénier. Ils sont destinés au Centre universitaire de formation et de recherche (CUFR) de Mayotte, dont les fiches de poste détaillées sont mises à disposition dans la GED. Il décrit un premier poste en 70^{ème} section Sciences de l'éducation, et un second poste en sections CNU, 09, 10, 70 et 07, Sciences du langage, Linguistique et Lettres, qui viennent compenser deux départs à la retraite, à pourvoir en 2021 sur une campagne emplois au fil de l'eau. Il précise que ces enseignants-chercheurs seront recrutés pour la formation au CUFR de Mayotte, et seront rattachés, pour le volet recherche, au laboratoire ICARE, basé à l'INSPE.

En l'absence de remarques, la session de vote portant avis sur le premier profil de poste MCF 09-10-70-07 pour le CUFR de Mayotte est ouverte.

Le Président du CAc soumet aux voix via l'outil de vote électronique.

Résultat du vote électronique :

Nombre de présents ou représentés au moment du vote : 48

Nombre de voix favorables : 48

Nombre de voix défavorables : 0

Nombre d'abstentions : 0

Nombre de membres n'ayant pas pris part au vote : 0

Avec un avis favorable, le profil de poste MCF 09-10-70-07 pour le CUFR de Mayotte est adopté.

La session de vote portant avis sur le second profil de poste MCF 70 pour le CUFR de Mayotte est ouverte.

Le Président du CAc soumet aux voix via l'outil de vote électronique.

Résultat du vote électronique :

Nombre de présents ou représentés au moment du vote : 48

Nombre de voix favorables : 48

Nombre de voix défavorables : 0

Nombre d'abstentions : 0

Nombre de membres n'ayant pas pris part au vote : 0

Avec un avis favorable, le profil de poste MCF 70 pour le CUFR de Mayotte est adopté.

Point n°5 : Approbation du projet de Règlement intérieur du Conseil académique en formation plénière.

Le Président du CAC aborde le dernier point à l'ordre du jour relatif à l'approbation du projet de règlement intérieur du CAC plénier. Il rappelle la réflexion menée sur ce projet en séance de CAC plénier du 30 mars 2021, dans une optique d'harmonisation avec les autres instances, et pour créer un référentiel fixant un mode de fonctionnement uniforme à disposition des membres élus ou nommés. Il souligne un changement fondamental concernant la remontée de questions diverses dont la transmission devra être effectuée au plus tard 48 heures avant la tenue du conseil académique. Ce délai permet à l'administration d'apporter des réponses plus étayées et efficaces.

Gwenaëlle Pennober fait remarquer que cette règle n'a pas été respectée avec l'envoi des éléments relatifs au débat « France 2030 » la veille, le 05 octobre, preuve de la difficulté d'instaurer cette nouvelle procédure.

Le Président du CAC remercie Gwenaëlle Pennober pour son intervention tout en rappelant que le règlement n'avait justement pas encore été voté. Il précise qu'une marge de manœuvre doit être aménagée en cas de question urgente exceptionnelle - dans l'exemple cité de « France 2030 » - et rappelle expressément que ce débat ne relevait pas d'un point inscrit à l'ordre du jour. Dans le règlement intérieur, le sujet traite de la notion d'urgence des questions diverses qui n'appellent pas de vote, le délai de 48 heures avant la tenue de la séance lui semblant raisonnable.

Gwenaëlle Pennober estime que les membres du CAC plénier ont participé de bonne volonté au débat sans préparation pour aider à la formulation de la réponse au Ministère, et demande qu'en retour, le Président du CAC leur accorde de traiter de façon exceptionnelle certaines questions qui pourraient survenir dans l'urgence.

Le Président du CAC fait appel au DAJI pour clarifier cette notion d'urgence.

Le DAJI salue les participants à la séance et préconise d'ouvrir les débats dans le cadre du point « informations générales de la séance ». Les questions urgentes pourraient être traitées, soit dans un délai de 48 heures avant la séance, sans délibération, soit être traitées au début. Selon lui, il existe une marge de manœuvre à la discrétion du président du CAC, qui est à même de déterminer le degré d'urgence de la question et d'ouvrir, en conséquence, un espace de débat au commencement de la séance, comme procédé ce jour. Il ne voit aucun obstacle juridique à cette procédure, d'autant plus que l'urgence émanait de la tutelle.

Maryvonne Quentel souligne que, lors des deux CAc pléniers auxquels elle a participé, des urgences ont dû être traitées en complément de l'ordre du jour établi. Elle se réfère au CAc plénier du 28 septembre incluant le mouvement des étudiants pour le SUMPPS, et au débat du jour auquel elle n'a pas pu participer en raison de la profondeur des sujets abordés, nécessitant un travail en amont. En ce sens, elle juge opportun que les questions diverses soient formulées 48 heures avant de façon à s'approprier la problématique. Elle convient également que certaines questions nécessiteront d'être traitées en urgence.

Le Président du CAc propose deux alternatives, soit de réduire le délai de transmission de 48 à 24 heures, soit de suivre la préconisation du DAJI selon laquelle les questions diverses sont recueillies par courriel 48 heures avant la séance, ou de façon exceptionnelle en séance, si ce caractère exceptionnel est reconnu par le président de l'instance. Il serait favorable à réduire le délai à 24 heures, afin d'éviter de devoir endosser la seule responsabilité de l'acceptation ou du refus de la question urgente.

Le DAJI rappelle l'importance du délai de 48 heures qui permet aux services administratifs d'apporter des éléments de réponse au président de l'instance pour pouvoir ensuite conduire les débats. Son but n'est pas d'apporter une contrainte aux élus, mais, au contraire, une vraie plus-value. L'administration dispose ainsi d'un temps suffisant pour construire des réponses plus structurées et fiabilisées. Par ailleurs, il revient sur un argument déjà soulevé en CAc plénier du 30 mars 2021 relatif au travail de la DAJI qui œuvre vers une sécurisation et une harmonisation des instances. Ce délai de 48 heures est instauré dans ce sens, toutes les instances de l'établissement y seront progressivement soumises, tout comme la mise en place d'un régime uniforme des procurations. Il ne s'agit pas d'une centralisation des règlements intérieurs, mais d'une harmonisation, pour qu'ils deviennent similaires d'une instance à l'autre. Il termine en ajoutant que ce délai est standard car respecté dans d'autres universités.

Le Président du CAc propose que l'article 7 devienne : "Les questions diverses sont recueillies soit par courriel avant la séance, (après l'envoi de la convocation avec l'ordre du jour), 48 heures avant la séance, soit en séance de façon dérogatoire du fait du caractère exceptionnel reconnu par le président du CAc".

Le DAJI valide cette formulation.

Hippolyte Kodja demande si les questions diverses doivent être adressées au DAJI, ou au président du CAc.

Le Président du CAc répond de toujours adresser au DAJI, et plus précisément sur la boîte mail instances@univ-reunion.fr les questions diverses, ainsi que les procurations, souvent transmises à tort par l'intermédiaire de différents canaux (sur sa boîte nominative ou au cabinet).

En l'absence de remarques, la session de vote portant approbation du Règlement intérieur du CAc plénier est ouverte.

Le Président du CAc soumet aux voix via l'outil de vote électronique.

Résultat du vote électronique :

Nombre de présents ou représentés au moment du vote : 48

Nombre de voix pour : 45

Nombre de voix contre : 0

Nombre d'abstentions : 3

Nombre de membres n'ayant pas pris part au vote : 0

Le Règlement intérieur du CAc plénier est adopté.

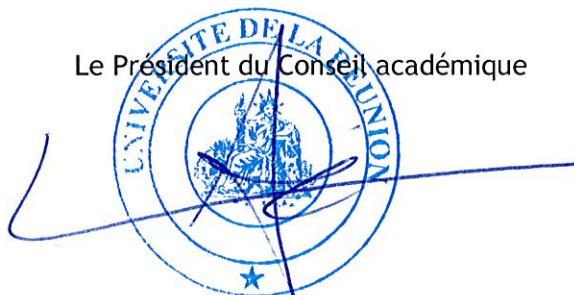
L'ordre du jour étant épuisé, **le Président du CAc** remercie les membres pour cette unanimité et pour leur dynamisme dans les échanges sur la consultation France 2030, ainsi que Monsieur Muller d'avoir assisté à l'intégralité de la séance. *Il clôt la séance à 17h08.*

La secrétaire de séance



Céline BIES

Le Président du Conseil académique



Pr. Gilles LAJOIE